

#Article #Data : Une France de plus en plus urbaine ?

Résumé

Avant la crise Covid, Selon l'Insee, la France avait terminé sa transition urbaine et 93% de la population vivait dans l'une des 699 aires d'attraction d'une ville.

Les communes de périphérie attirent de plus en plus et la croissance de la population est principalement liée à une dynamique démographique positive. Phénomène notable : les communes de périphérie attirent aujourd'hui de plus en plus, si ce n'est davantage que les villes-centres.

Article

cf https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/27/la-france-est-de-plus-en-plus-urbaine_6057523_3234.html#:~:text=La France a terminé sa transition urbaine&text=Eh bien%2C en 2020%2C plus,et 43 %25 dans les couronnes.

Une France de plus en plus urbaine

Selon l'Insee, en 2020, plus de neuf Français sur dix vivent dans l'une des 699 aires d'attraction d'une ville

Les Français sont de plus en plus nombreux à vivre dans une zone urbaine, ou à dépendre de l'attraction d'une ville, selon l'Insee, qui vient de publier deux enquêtes sur le sujet. Celles-ci varient dans leur approche. Les champs d'étude et les critères retenus ne sont pas les mêmes. Mais leurs conclusions parlent d'une même réalité : l'urbanisation de la France se poursuit. Avec ce phénomène notable : les communes de périphérie attirent aujourd'hui de plus en plus, si ce n'est davantage que les villes-centres.

Prenons le premier critère, celui de l'unité urbaine. Les statistiques de l'Insee la définissent comme un ensemble de plusieurs communes partageant une zone de bâti continu et comptant au moins 200 habitants. En dix ans, entre 2007 et 2017, 2,8 millions de personnes supplémentaires ont été recensées dans l'une des 2467 unités urbaines du territoire. L'ensemble de ces zones rassemble aujourd'hui 52,9 millions d'habitants. Ils étaient 50,1 millions en 2007. Aujourd'hui, cela représente huit Français sur dix. Et cinq Français sur dix si l'on prend les seules unités urbaines de plus de 100 000 habitants.

La seconde étude réalisée par l'Institut national de la statistique concerne les aires d'attraction d'une ville. Autrement dit, il s'agit de mesurer l'influence qu'exerce une ville sur les communes environnantes. Une aire est composée d'un pôle, défini à partir de critères de population et d'emploi, et d'une couronne, constituée des communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle. En bien, en 2020, plus de neuf Français sur dix, soit 93 % de la population française, vivent dans l'une des 699 aires d'attraction d'une ville. Plus de la moitié des habitants (51 %) se trouve dans les pôles, et 43 % dans les couronnes. « Avec 13 millions d'habitants, l'aire d'attraction de Paris concentre, à elle seule, près d'un habitant sur cinq », constate Marie-Pierre Bellefon, la responsable du pôle analyse territoriale de l'Insee, et ses collègues, dans leurs travaux.

Dynamique démographique

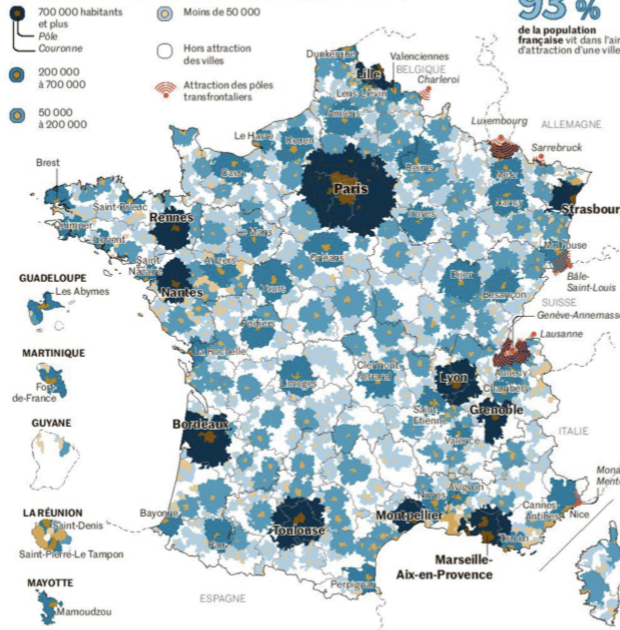
La croissance de la population dans ces aires est principalement liée à une dynamique démographique. La France a terminé sa transition urbaine. La migration des campagnes vers la ville s'est arrêtée dans les années 1970, 1980. La hausse du nombre d'habitants repose donc essentiellement sur la natalité. L'évolution n'est toutefois pas identique d'un territoire à l'autre. Dans les aires d'attraction de plus de 700 000 habitants, la dynamique est beaucoup plus forte qu'ailleurs. Les habitants sont plus jeunes, le solde naturel (la différence entre les naissances et les décès) est donc très positif.

Parmi les aires de 700 000 habitants, certaines métropoles du sud de la France, comme Bordeaux, Toulouse, Montpellier, mais aussi des villes frontalières comme Annemasse, aux portes de Genève, sont aussi très attractives. Outre leur forte natalité, elles

La migration ville-campagne est terminée. La hausse du nombre d'habitants repose donc surtout sur la natalité

Les villes étendent leur territoire

Taille des aires d'attraction des villes*, selon le nombre d'habitants (recensement en 2017)



*Sont indiquées uniquement les aires d'attraction de plus de 200 000 habitants
**La périmètre des unités urbaines (une ou plusieurs communes partageant une même zone de bâti continu et comptant au moins 2 000 habitants) diffère de celui des aires d'attraction.

affichent aussi un solde migratoire positif (on compte plus d'installations que de départs). Les travaux de l'Insee (qui a aligné ses critères à ceux d'Eurostat et de l'Organisation de coopération et de développement économiques) permettent aussi, pour la première fois, d'observer l'influence qu'exercent en France des grandes villes étrangères. « Ainsi, sept aires sur le territoire français ont pour commune-centre une ville localisée à l'étranger », détaille l'étude : Bâle, Genève et Lausanne en Suisse, Charleroi en Belgique, Sarrebruck en Allemagne, Luxembourg et Monaco.

Dans les aires intermédiaires (entre 50 000 et 700 000 habitants), la croissance est plus modérée. Pour les poches de moins de 50 000 habitants, et celles hors de toute attraction des villes, elle a même légèrement baissé ces cinq dernières années. Les personnes âgées y sont plus nombreuses. Le solde migratoire reste positif, mais il ne compense pas le déficit naturel.

Si on zoome davantage, on découvre des réalités plus fines. Ainsi, l'étude sur l'influence des villes montre que les périphéries sont aujourd'hui plus attractives que les communes-centres. « Dans les couronnes des aires, le solde migratoire est positif, et plus important que le solde naturel : de nombreux ménages s'installent en périphérie des grandes villes », précise l'Insee. Paris intra-muros ne rattrape pas à la règle : la capitale se vide au profit de sa banlieue.

Cela correspond à des cycles de vie traditionnels : les jeunes et célibataires s'installent en centre-ville, puis ils déménagent au moment de l'arrivée du premier en-

fant. Cela n'est pas nouveau. Le départ des familles vers des zones plus aérées était déjà une réalité dans les années 1960, voire dès les années 1920, au moment de la démocratisation du chemin de fer. Mais la crise du logement n'a fait que renforcer le phénomène.

Ces mouvements de redistribution des populations vers des banlieues périurbaines ont ce qu'Eric Verdell, professeur de géographie et d'études urbaines à l'école urbaine de Sciences Po, et auteur de *Atlas des mondes urbains* (Les Presses de Sciences Po, à paraître), nomme « l'extension

de l'urbain ». « Il s'agit d'un mouvement d'intégration de la population dans une logique urbaine. Même les zones que l'on considère comme rurales sont intégrées dans un mode de vie urbain », décrypte-t-il. Ainsi, ces salariés qui vivent à 70 kilomètres d'une ville-centre, mais font des allers-retours pour leur travail.

« Ce mouvement risque de s'accroître avec le Covid et le développement du travail à distance, pronostique-t-il. Les zones rurales vont être habitées par des gens qui télétravaillent, ce qui va sans doute continuer à gonfler ces

zones lointaines. » On assisterait alors à une reprise démographique des campagnes, « mais avec un mode de vie urbain ».

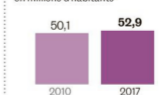
En France, c'est possible, car les infrastructures sont de très bonne qualité, poursuit M. Verdell. Il y a Internet, et on n'est jamais loin d'une ligne TGV, d'une autoroute qui conduit à une métropole.

L'existence de données aussi fines permet de comprendre la dynamique d'occupation des espaces en France. Or, si elle persiste, cette poussée démographique des villes intermédiaires doit réinterroger les politiques publi-

93 %
de la population française vit dans l'aire d'attraction d'une ville

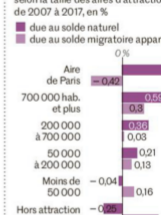


De plus en plus d'habitants dans les unités urbaines**



Evolution annuelle moyenne de la population

selon la taille des aires d'attraction, de 2007 à 2017, en %



Infographie : Le Monde • Sources : Insee

Paris perd des habitants au profit de sa périphérie

DEPUIS CINQ ANS, Paris perd des habitants, mais sa périphérie en gagne. Ce sont les conclusions d'une étude de l'Insee sur l'aire d'attraction des villes publiée le 21 octobre. « On note une baisse de -0,48 % par an entre 2012 et 2017, à Paris, ce, c'est plutôt nouveau », indique Marie-Pierre Bellefon, la responsable du pôle analyse territoriale de l'Insee, qui a piloté l'étude. Le solde naturel entre les naissances et les décès est positif, mais le déficit migratoire s'est creusé : dans la période récente, l'écart entre le nombre de personnes qui ont quitté la capitale et celles qui y sont arrivées a augmenté.

Pour autant, les Parisiens partent rarement loin de la capitale. Ce constat rejoint celui auquel était arrivé mi-septembre Olivier Léon, auteur de l'article « Quitter Paris pour la campagne... Un rêve de citadin pas (encore ?) une réalité statistique ». Il dirigeait le service des études et de la diffusion de l'Insee Ile-de-France, et avait voulu savoir si la fuite des Parisiens vers la province pendant le confinement correspondait à un comportement migratoire classique. Les données de 2017 montrent que lorsque les Parisiens

déménagent, c'est pour s'installer en petite couronne, grande couronne, voire dans l'Oise, le Loiret ou l'Eure-et-Loire. Mais la majorité continue de travailler à Paris ou à proximité.

Rebuter les cartes

Et parmi la moitié qui part s'installer en région, c'est rarement pour vivre à la campagne. Le quart des partants vont à Bordeaux, Nantes, Lyon, ou dans une grande ville de province là où il y a du travail. L'autre quart s'installe dans des territoires moins denses, mais il s'agit plus souvent de retraités.

Si Paris intra-muros perd 11 000 habitants par an, l'Ile-de-France, en revanche, en gagne 55 000 sur la même période (2012-2017). Il y a certes plus de départs de la région parisienne que d'arrivées, mais le solde naturel, les naissances, compense le déficit migratoire. Les plus fortes croissances ont lieu en Seine-Saint-Denis, dans l'Essonne et en Seine-et-Marne. Sur une carte, la courbe des naissances forme un croissant allant de Cergy à l'ouest, en passant par la Seine-Saint-Denis, Marne-la-Vallée, Melun, le nord de l'Essonne (Massy), pour se

terminer avant Versailles. En clair, les familles s'installent et s'agrandissent dans tous ces territoires bien desservis par les transports et où il est plus facile de se loger que dans l'Ouest parisien.

La Seine-Saint-Denis est un territoire de passage, on n'y reste pas. Mais dans le département le plus jeune de France où la natalité est très forte, la population augmente de 1 % par an. Pour les départements de grande couronne que sont la Seine-et-Marne et l'Essonne, la hausse de la population (1 % par an) est liée à une forte natalité, et à l'arrivée de nouveaux habitants.

Bien sûr, toutes ces données datent d'avant le Covid. La crise pourrait rebattre les cartes. « L'Ile-de-France, avec une sureprésentation des métiers de la culture, mais aussi de l'aérien, de l'automobile, du tourisme, est plus touchée que le reste du pays », décrypte Olivier Léon. Et de nouvelles habitudes vont être prises avec le télétravail.

Mais il faudra attendre 2021 voire 2022 pour pouvoir commencer à compter le nombre de Parisiens réellement parties s'inventer une nouvelle vie à la campagne. ■

É. CA.

